



UNE PROFESSION EN PREMIÈRE LIGNE

SOLUTIONS CABINET DENTAIRE A RENCONTRÉ DES PRATICIENS QUI SE SONT INVESTIS DANS LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19. NOUS REVENONS SUR LEUR ENGAGEMENT ET NOTAMMENT SUR LE PARCOURS DU DR ROBICHON, QUI A TRAVAILLÉ DANS UN SERVICE DE RÉANIMATION DÈS LE MOIS DE MARS.

Texte : Rémy PASCAL

Que retiendra la profession de cet épisode ? Quelles en seront les conséquences ? Dans plusieurs semaines, mois ou années ? En réalité personne ne sait réellement le prédire. En revanche, nous pouvons déjà souligner que cette crise sanitaire a montré le meilleur visage de la profession. Son individualisme si souvent critiqué a laissé place à des élans de générosité collective, la majorité des praticiens ayant proposé leur aide sous de multiples formes. En donnant leurs masques aux généralistes de leur quartier, en s'impliquant dans les plateformes de régulation mises en place par le conseil national de l'Ordre, au sein du Covidom, en proposant leur cabinet pour assumer les urgences du département ou dans les hôpitaux comme infirmière en réanimation. Ces différentes missions ont mis en lumière les qualités des chirurgiens-dentistes. D'abord, leur polyvalence et leur réactivité. Ensuite, leur expertise en matière d'asepsie. Enfin, leurs gestes précis lorsqu'il s'agit de réaliser en urgence des actes invasifs.

C'est donc une crise inattendue qui a frappé la profession. *Solutions Cabinet dentaire* a contacté plusieurs praticiens sur le front de la guerre contre le coronavirus. Le Dr Fabienne Robichon installée à Paris en est un exemple.

L'INQUIÉTUDE

Comme de nombreux chirurgiens-dentistes, le Dr Robichon a compris avant le premier jour du confinement la gravité de la situation. « *Je suivais l'évolution en Chine. C'était loin certes, mais en matière d'épidémie on sait désormais que les frontières n'existent plus, les échanges de population dans le monde sont trop nombreux. Les premières estimations du taux de mortalité qui annonçaient 4 % m'ont glacé le sang.* » Lorsque des cas sont détectés en Italie en février, Fabienne Robichon anticipe la crise sanitaire qui va toucher la France. Elle observe la densité de population à Paris notamment dans les transports en commun et y voit des facteurs de propagation inquiétants. « *Un massacre nous attendait. Dès*

le début du mois de mars, j'enfilais des gants dans le métro, j'adoptais rigoureusement tous les gestes barrières. J'étais persuadée que les professionnels de santé allaient être terriblement exposés au virus. J'ai eu la chance de pouvoir acheter quelques masques FFP2 dans ma pharmacie. Je les portais dans ma salle de soin avec une sur-blouse chirurgicale et demandais à mon assistante d'éviter d'être au fauteuil avec moi. » Les jours qui suivent confirment le pessimisme de la praticienne. Le Covid-19 arrive en métropole, les médecins hospitaliers alertent les autorités, l'inquiétude générale explose. Les Français attendent des mesures concrètes du gouvernement, dont les discours contradictoires accentuent l'anxiété de la population. Finalement, le 18 mars par la voix de son président, Dr Serge Fournier, le conseil national de l'Ordre des chirurgiens-dentistes demande aux praticiens de fermer leur cabinet, en maintenant une permanence téléphonique auprès de leurs patients. « *Je l'ai vécu comme un réel soulagement*, décrit le Dr Robichon. *Cette mesure sanitaire s'imposait pour protéger les patients mais aussi les praticiens.* »

Fabienne a compris avant le premier jour du confinement la gravité de la situation.

SOULAGER LES URGENCES HOSPITALIÈRES

Dès le lendemain, Fabienne contacte tous ses patients et annule les rendez-vous - « *Je n'ai pas tenté de reporter, je n'ai jamais cru à un confinement de seulement 15 jours.* » De retour à son domicile, elle comprend qu'il va lui être impossible de rester inactive durant cette période : « *Je sentais que je pouvais être utile, alors je n'ai pas hésité à m'investir sur tous les fronts.* » La première bataille se situe dans les conseils départementaux de l'Ordre national qui se propose de coordonner les prises en charge des urgences. Les Agences régionales de santé encouragent notre organisme professionnel dans ce travail. En découle ce que l'on sait : des centres de régulation en relation avec ➔



Dès les premières semaines de la crise, Fabienne s'est impliquée dans la plateforme parisienne de régulation mise en place par l'Ordre national.

Le parcours

Fabienne Robichon est sortie diplômée en poche de l'UFR d'Odontologie de Garancière (Paris VII) en 2000. Six ans plus tôt, elle prenait la décision de devenir chirurgien-dentiste après avoir hésité avec médecine. « Ma motivation première consistait à soigner des patients, je voulais travailler dans la santé. En me renseignant sur le métier de dentiste, j'ai découvert une activité diversifiée. Le quotidien impose des compétences intellectuelles mais aussi manuelles, et les actes ne se ressemblent pas. Gestion de la douleur, chirurgie ou esthétique, en fonction des soins que l'on prodigue, nos journées sont renouvelées ». Entre 2002 et 2007, Fabienne devient assistante hospitalo-universitaire en chirurgie et médecine buccale à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière. C'est en côtoyant les pompiers de Paris qu'elle décide de se former aux gestes d'urgences. Des compétences qu'elle estime utiles – voire indispensables – dans les cabinets dentaires alors, elle les enseigne désormais lors de cycles intitulés « Savoir prendre en charge les urgences médicales en pratique quotidienne » lors du congrès de l'ADF.

Le Dr Robichon apprécie le caractère libéral du métier de chirurgien-dentiste. Elle-même, associée à deux autres praticiens dans un cabinet du 1er arrondissement de Paris, entend défendre les intérêts de la profession à travers un engagement syndical qu'elle a entamé auprès de la FSDL en 2017 lors des réformes menées par l'ancienne ministre de la Santé Marisol Touraine. Fabienne est aujourd'hui présidente de la section parisienne de ce même syndicat.

« Je sentais que je pouvais être utile alors je n'ai pas hésité à m'investir sur tous les fronts »

des cabinets de gardes. « À Paris, ce travail nous semblait essentiel, il fallait absolument éviter de surcharger les hôpitaux avec des urgences dentaires. Jour et nuit, des praticiens ont travaillé sur les protocoles de prises en charge. Quelles urgences traiter au cabinet ? Comment ? Avec quel équipement ? » Fabienne Robichon se charge avec d'autres confrères parisiens de la régulation. Les patients contactent l'Ordre par courriel, répondent à un questionnaire médical puis sont rappelés par un chirurgien-dentiste. « De 9h à 17h, le flux d'appel était incessant, la tension permanente. Il fallait parvenir à distinguer les douleurs temporaires, les inquiétudes, le stress d'une aggravation et les vraies urgences. Nous les répartissions ensuite au rythme d'un patient par heure aux praticiens de garde. » Ces derniers (voir le témoignage du Dr Perrot en encadré) récupéraient leur équipement de protection individuelle (EPI) dans les conseils départementaux pour assumer avec volontarisme leur mission de santé publique.



En plus de la médication et du suivi des constantes, Fabienne a toiletté les patients, ou bien les a manipulés afin de leur éviter l'apparition d'escarres.

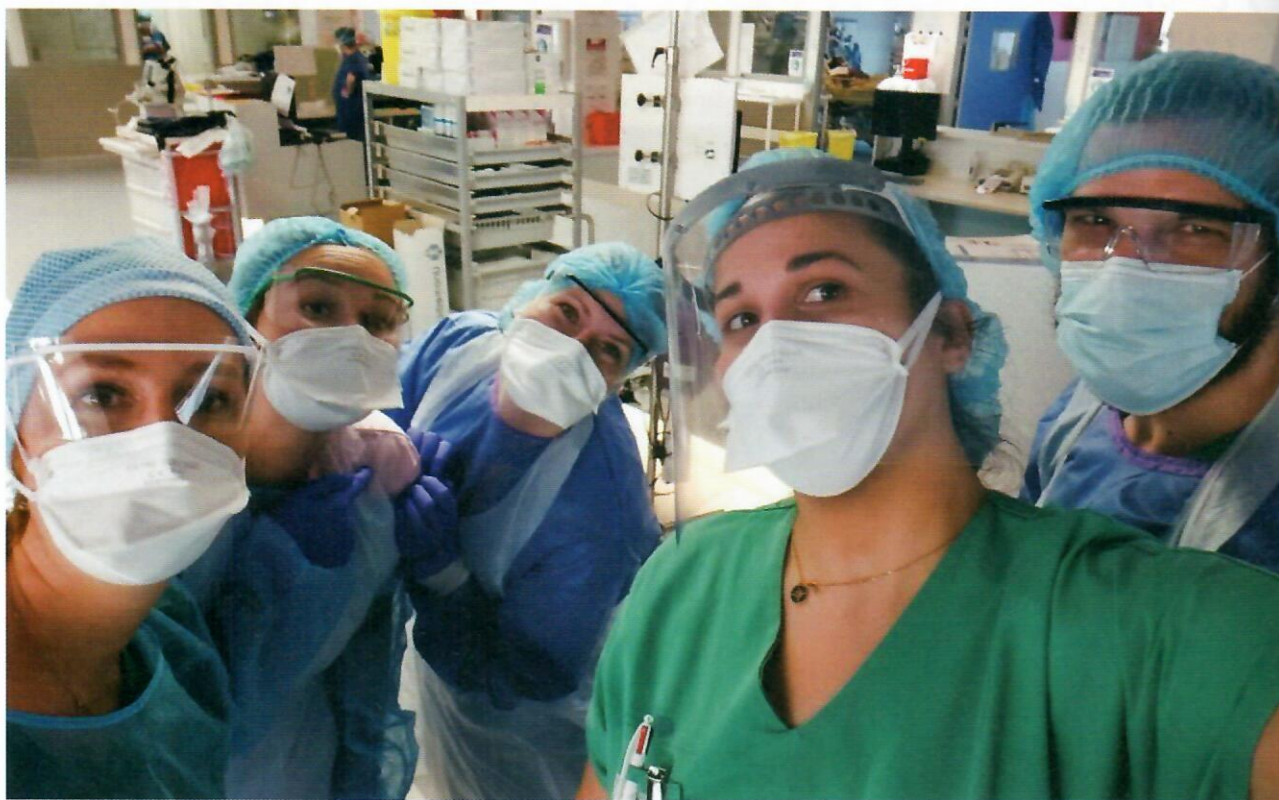
Julien, externe en dentaire et engagé dans le Covidom

Ils sont étudiants en médecine, kinésithérapeutes, cadres de santé, pharmaciens, professeurs d'université ou chirurgiens-dentistes... Et ils se sont unis pour jouer les standardistes au service des malades du Covid-19 diagnostiqués puis renvoyés chez eux. Covidom, c'est la ruche montée en quelques jours par l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) pour assurer le suivi de ces malades, assez bien portants pour ne pas être hospitalisés, mais à surveiller pour éviter des drames nés d'une dégradation brutale de leur état. Mais déterminer avec précision le diagnostic par téléphone n'est pas si simple. « On n'a pas le patient sous les yeux, explique Julien inscrit en 6^e année à la faculté dentaire, il faut faire la part des choses entre leur douleur, le fait d'être confiné ou le stress d'avoir une forme grave ». Ce futur praticien n'a pas hésité à se porter volontaire auprès de l'AP-HP. « J'en avais marre d'être confiné chez moi, ça permet de faire quelque chose, de me sentir utile. » Julien et les autres bénévoles se sont relayés de 8h à 20h, 7 jours sur 7.

Le Dr Robichon a rejoint le rang des infirmières en réanimation à l'hôpital Louis-Mourier.

L'AIDE À L'AP-HP

Les jours défilent et les difficultés s'accumulent. Si les urgences dentaires parviennent à être traitées dans de bonnes conditions, le personnel hospitalier de Paris s'épuise à chercher des masques. Un jour où Fabienne effectue une régulation, des médecins de l'AP-HP contactent l'antenne parisienne de l'Ordre. « Ils savaient que les chirurgiens-dentistes disposaient d'un stock de masques dans leurs cabinets, ils en avaient besoin au plus vite. Sans attendre, nous avons fait passer le message aux copains et dans les jours qui ont suivi, ils ont fait don de leur EPI aux généralistes, aux pompiers ou aux praticiens hospitaliers. Il y a eu un véritable élan de générosité. » Ce mouvement de solidarité s'est encore amplifié quelques jours plus tard. Après la pénurie de masque, pointe celle du personnel. ➔



Pour se distancer de la réalité et se soutenir mutuellement, l'ambiance est légère au sein du service de réanimation.

Au sein de l'AP-HP, des centaines d'employés sont contaminés par le Covid-19. De nouveau, après avoir communiqué leurs difficultés aux fonctionnaires de l'ARS et au ministère de la Santé, des médecins hospitaliers saisissent leur téléphone et contactent directement l'ONCD. Cette fois, ils ont besoin de renfort humain au Covidom, mais aussi dans leurs services de réa-

« Soigner fait partie de nos missions, il est inconcevable de reculer lorsque les conditions d'exercice deviennent plus difficiles. »

nimation. Un appel au volontariat est immédiatement diffusé au sein de notre profession. Comme Julien (voir encadré sur le Covidom p.38), des centaines de praticiens s'engagent au sein de la solution de télé-suivi à domicile pour les patients porteurs du virus. D'autres décident de foncer en première ligne et de rejoindre le rang des infirmières en réanimation. C'est le cas du Dr Robichon.

LES APTITUDES DES CHIRURGIENS-DENTISTES

« Paris compte 3 000 chirurgiens-dentistes, 500 se sont portés volontaires au Covidom et autant comme soignants. Comment laisser des confrères en souffrance lorsqu'on peut les aider ? Personnellement, je ne connais aucun praticien qui n'a pas participé à sa manière à cet effort collectif », relate Fabienne. Avant de rejoindre un service de réanimation, elle doit suivre une formation. Six petites heures pour maîtriser les prélèvements sanguins, la préparation et l'administration des médicaments ou la manipulation de patients intubés et sédatisés. Elle côtoie d'autres professionnels de santé qui s'engagent pour faire face à la crise sanitaire. « Des médecins en exercice ou des étudiants, aucune hiérarchie ne s'exprimait. Une forme d'humilité face au virus nous rassemblait. Nous nous préparions à une exposition directe mais nous savions aussi que notre avenir portait désormais ce risque. Le Covid-19 change le quotidien de plusieurs milliers de professionnels. Soigner fait partie de nos missions, il est inconcevable de reculer lorsque les conditions d'exercice deviennent plus difficiles. »

Durant la formation, le Dr Robichon note les bonnes aptitudes des chirurgiens-dentistes à intégrer leurs nouvelles missions. D'abord car les règles d'asepsie et d'hygiène rythment déjà leur quotidien, Masques, gants et sur-blouse constituent souvent leur tenue quotidienne de travail. Ensuite car ils ont le geste précis et qu'ils ne redoutent pas les actes invasifs.

SUR LA LIGNE DE FRONT

Le lendemain de sa formation, Fabienne est affectée à l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine). Elle arrive le 30 mars dans un service composé uniquement de personnes contaminées en réanimation extrêmement lourde. *« La situation était critique, assez surréaliste. Même les infirmières en poste n'avaient pas l'habitude de voir autant de personnes placées sous oxygénation extracorporelle par membrane (ECMO), décrit la praticienne. Les patients demandent une attention continue, environ deux infirmières restent à leur côté en permanence. Leur état de santé général totalement instable nous imposait de contrôler les variables pendant toute la durée de notre garde, soit 12 heures consécutives. En fonction des résultats, les médecins adaptaient les traitements. »* En plus de la médication et du suivi des constantes, Fabienne toilette les patients, évite l'apparition d'escarres ou manipule les patients qu'il faut retourner sur le ventre dans le but de mobiliser le moindre volume d'air d'oxygène dans les alvéoles pulmonaires. Parfois, lorsque survient un arrêt cardiaque, dix infirmières interviennent sans attendre. La tension est permanente. *« Paradoxalement, pour se distancer de la réalité, l'ambiance est légère. Chacun forme le maillon d'une chaîne et éprouve une forme de curiosité médicale face à cette nouvelle maladie. Jour après jour, les médecins comprenaient les ressorts du virus et s'éloignaient des analyses fournies par la Chine. En vérité, l'Histoire de la médecine montre la force de l'empirisme dans ce genre de configuration. »*

UNE COLÈRE QUI GRONDE

Les victoires dans les services de réanimation donnent un souffle nouveau au personnel. *« Quand un patient se réveille, c'est une immense satisfaction. Nous avons été marqués par le retour →*

Le cabinet de garde du Dr Yves Perrot

• C'est « sans se poser de questions » que le Dr Yves Perrot installé à Plougastel-Daoulas a contacté l'Ordre pour proposer son cabinet parmi ceux de garde dans le Finistère. Dans ce département qui compte plus de 600 structures, 150 praticiens se sont portés volontaires. *« Cela me semble normal, nous avons des missions à assumer, pointe-t-il. Notre métier a de nombreux côtés positifs, lorsque des contraintes apparaissent il faut les accepter. Contrairement à d'autres professionnels de santé, nous sommes très peu sollicités en matière de garde. »* Le Dr Perrot n'a pas ressenti d'inquiétude lors de ses premières interventions en avril. Les règles d'asepsie sont depuis des années au centre de son cabinet, équipé de plusieurs salles dédiées à la chirurgie. *« Durant les gardes, nous ne soignons pas, nous gérons la douleur. L'objectif est de limiter notre exposition et de soulager les patients. Concernant nos équipements, le conseil départemental de l'Ordre nous a fourni des masques et des EPI. Nous avons aussi été obligés de prendre sur nos stocks. Dès le début de la crise, nous n'avons pas hésité à donner à des infirmières une partie de nos protections. Il était hors de question de garder comme un trésor ces masques alors que d'autres étaient en première ligne. »*



Les masques de snorkeling du Dr Amas

Tout est parti d'un chirurgien-dentiste marseillais. Son appel dans une vidéo publiée le 23 mars sur Facebook pour que tous les personnels soignants en première ligne face au Covid-19 se protègent avec le masque de snorkeling de Décathlon a fait boule de neige ! « Ce masque ne protège pas contre le coronavirus, prévient le Dr Paul Amas, il protège contre les projections des patients ». Cet équipement, il l'a testé sur lui et il est convaincu de son efficacité. « Je me suis aspergé avec un pistolet à peinture qui envoie des gouttelettes à 60 km/h et je n'ai rien reçu », témoigne-t-il. À Marseille, Décathlon confirme avoir donné, par l'intermédiaire de ce praticien, quinze masques Easybreath à l'hôpital de la Timone et vingt autres à une caserne du bataillon des marins-pompiers de Marseille. « Les lunettes que nous utilisons classiquement offrent une visibilité souvent restreinte pour la réalisation de certains gestes très techniques comme l'intubation des malades et ont souvent tendance à s'embuer », détaille le Dr Sébastien, médecin en chef du bataillon des marins-pompiers de Marseille. Depuis l'appel Dr Paul Amas, le concept d'étanchéité du masque a amené plusieurs start-up équipées d'imprimante 3D à penser que cet équipement pouvait parfaitement protéger, à condition de lui appliquer un filtre à air au sommet du tuba. Des entreprises travaillent sur cette innovation.



d'un médecin généraliste qui avait été contaminé dans le cadre de ses fonctions. Probablement dès les premiers jours de l'épidémie, à l'époque où les autorités sanitaires se voulaient encore rassurantes et n'équipaient pas les praticiens... Forcément, la proximité avec ce confrère m'a touchée. »

Plusieurs semaines après cet épisode, l'émotion a laissé place à la colère. Si les semaines de crise sanitaire ont poussé les professionnels de santé à se concentrer uniquement sur leurs missions médicales, le temps des explications sera le prochain acte. Le Dr Robichon observe la solidarité des Français avec le personnel soignant des hôpitaux, « mais il ne faudrait pas oublier qu'en France la santé marche sur deux jambes. Si les praticiens inscrits dans les établissements publics reçoivent les félicitations du gouvernement, la médecine de ville et notamment les chirurgiens-dentistes libéraux ne doivent pas être oubliés. »

« Le Covid-19 a rendu totalement obsolète la nouvelle nomenclature. »

Fabienne éprouve de la colère contre les hauts fonctionnaires qui imposent à la profession de s'inscrire « dans un système de tarification des soins qui ne va pas dans le sens des politiques de santé publique que défendent les chirurgien-dentistes ». En ligne de mire du Dr Robichon, la dernière nomenclature issue des négociations conventionnelles. Cette colère est également nourrie par les nouvelles dispositions que doivent prendre les cabinets dentaires. « Bien entendu, notre volonté est de limiter les risques de contamination. J'ai investi dans ce sens en achetant des équipements et en recevant moins de patients avec des protocoles de soins plus contraignants. Bref, en deux mois notre organisation a été entièrement revue. Nous estimons donc qu'il est indispensable de réviser également la nomenclature qui dicte notre conduite et les équilibres financiers de nos structures. Le Covid-19 l'a rendue totalement obsolète. Au regard de son engagement durant la crise, le gouvernement doit à la profession son écoute. » ●